

PRÉFET DE LA VENDEE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
des Pays de la Loire

La Roche sur Yon, le 30 mars 2017

Division territoriale des risques technologiques
Unité départementale de la Vendée

Nos réf. : R85.16.279 et R85.17.083

Vos réf. : DB n°2016/1564

Dossier n°2014/0294

Affaire suivie par : Albin PERRONNIE
albin.perronnie@developpement-durable.gouv.fr
Tél. 02 51 47 76 00 – Fax : 02 51 47 76 10

RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Objet : FERME EOLIENNE DE CHAUCHE

Mots-clés : Projet de prescriptions complémentaires

Le présent rapport a pour objet un projet d'arrêté modifiant les prescriptions applicables à la société FERME EOLIENNE DE CHAUCHE, pour son futur parc éolien situé à Chauché.

I. EXPLOITANT

Raison sociale :	FERME EOLIENNE DE CHAUCHE
Adresse siège social :	233 rue du Faubourg Saint-Martin 75 010 PARIS
Commune d'implantation :	CHAUCHE
SIRET :	790 242 515 000 19
Activité :	Parc éolien
Situation administrative :	Arrêté d'autorisation n°15-DRCTAJ/1-273 du 27 avril 2015
État :	En cours de construction

II. OBJET

Par courrier du 12 décembre 2016, l'exploitant a sollicité, auprès du préfet de la Vendée, un aménagement, de prescription de son arrêté préfectoral, concernant la période d'interdiction de travaux.

L'article 6 de l'arrêté d'autorisation du parc éolien, visant la protection de la biodiversité, interdit tous travaux pendant les mois d'avril, de mai et de juin.

L'exploitant sollicite l'aménagement de cette prescription, afin de pouvoir réaliser, durant cette période, les travaux suivants :

- excavation, sur 2,70m de profondeur ;
- coulage du béton dit « de propreté », assurant une base saine au ferrailage ;
- ferrailage en acier circulaire ;
- coulage du béton avec coffrage ;
- remblaiement ;
- levage des éoliennes .

Ces travaux concerneront uniquement les zones anthropisées (les chemins d'accès, la zone de stockage des matériaux, la plateforme de montage au pied des éoliennes ainsi que la zone d'implantation des postes de livraison électrique définis dans le dossier de demande d'autorisation).

En effet, l'exploitant s'engage à réaliser les accès, le raccordement interne ainsi que le décapage du sol de ces zones avant le mois d'avril 2017.

L'exploitant justifie cette demande par le fait que l'impact des travaux sera essentiellement lié au trafic des camions.

III. CONSULTATION

Service consulté	Date avis	Avis/remarques
Service Eau, Risque et Nature de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer	21/02/17	<p><i>Au vu de ces éléments, il semble que les travaux restants ne sont pas de nature à altérer, dégrader ou détruire des sites de reproduction et / ou d'aire de repos des espèces protégées présentes sur le site.</i></p> <p><i>Concernant la demande de modification de l'arrêté préfectoral d'autorisation du parc éolien, l'unité NTB donne un avis favorable sous réserve :</i></p> <ul style="list-style-type: none">- que les pistes d'accès et la zone de chantier soient balisées afin de circonscrire les travaux aux secteurs anthropisés ;- d'une visite d'un écologue en début de période de nidification afin de s'assurer de l'absence de nid à proximité du chantier ;- qu'un compte-rendu de suivi de chantier devra être transmis à la DREAL et à la DDTM85.

IV. ANALYSE ET PROPOSITION DE L'INSPECTION

L'inspection des installations classées considère que la demande de l'exploitant est acceptable. En effet, les travaux, durant les mois d'avril, mai et juin, se limiteront aux zones qui seront déjà anthropisées et ne seront pas susceptibles, dans ce cas, d'impacter l'environnement.

Tous les travaux susceptibles d'impacter la biodiversité sont interdits pendant ces 3 mois. En particulier, tout arrachage de haie est interdit.

Ainsi, cette modification n'est pas jugée substantielle mais nécessite l'adaptation de l'article 6 de l'arrêté d'autorisation.


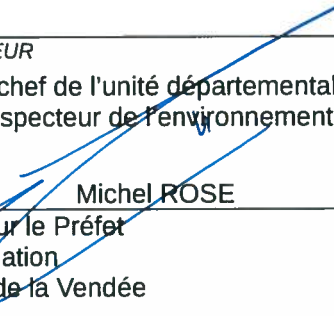

De manière à clairement délimiter les zones de travaux, le projet d'arrêté impose que les pistes d'accès et la zone de chantier soient balisées.

La prescription, par arrêté préfectoral, d'une visite réalisée par un écologue, n'est pas jugée nécessaire. Dans la mesure où, comme l'a rappelé le service SERN de la DDTM, les travaux ne sont pas de nature à altérer, dégrader ou détruire des sites de reproduction et/ou d'aire de repos des espèces, cependant, libre à l'exploitant de réaliser cette visite.

La prescription d'un compte-rendu de suivi de chantier n'est pas jugée utile, dans la mesure où l'exploitant a déjà prévu un planning de chantier lors de sa demande d'autorisation.

V. AVIS DE L'INSPECTION

L'inspection des installations classées émet un avis favorable au projet d'arrêté joint, modifiant les prescriptions applicables à la société FERME EOLIENNE CHAUCHE, pour son parc éolien autorisé sur la commune de Chauché.

REDACTEUR L'inspecteur de l'environnement  Albin PERRONNIE	VERIFICATEUR Le chef de l'unité départementale Inspecteur de l'environnement  Michel ROSE
VALIDE et TRANSMIS à monsieur le Préfet P/La Directrice et par délégation Le chef de l'unité départementale de la Vendée  Michel ROSE	